



**Intervention de Monsieur
Ahmed Lahlimi Alami
Haut-Commissaire au Plan**

**Sur
L'économie nationale en 2010 et 2011
et ses perspectives d'évolution**

**Conférence de presse 30 juin 2010
Hôtel Royal Mansour
Casablanca**

Comme tous les ans, à la même période, nous nous rencontrons pour des échanges autour du budget économique exploratoire. Celui que nous présentons, aujourd'hui, concerne l'année 2011. Il permet de réviser éventuellement les perspectives présentées par le budget économique prévisionnel 2010, publié en janvier. Nous allons, dès lors, prendre connaissance des estimations de la croissance et des agrégats macroéconomiques en 2010 et, pour 2011, des prévisions fournies à titre exploratoires. Ces dernières seraient, éventuellement, révisées, en janvier 2011, si des mesures susceptibles d'impacter l'économie nationale sont prises par le gouvernement dans la prochaine loi des finances.

Les sources et les outils de prévision et d'analyse économiques adoptés par le HCP

Permettez-moi, à cet égard, de rappeler que nos estimations et nos prévisions sont basées sur les comptes nationaux infra-annuels, sur le suivi trimestriel et les analyses de la conjoncture économique à partir des enquêtes auprès des entreprises et des ménages. Elles intègrent également les données fournies par les institutions internationales compétentes sur la situation économique dans les différentes régions du monde, l'évolution des prix des matières premières, tenant compte en particulier des zones avec lesquelles le Maroc entretient des rapports effectifs ou potentiels importants sur le plan commercial, économique, financier et politique.

Pour une analyse globale, cohérente et complète de cet arsenal de données économiques et sociales, le HCP a mis au service de ces budgets économiques des modèles qu'il a développés en interne ou maîtrisés avec l'aide d'experts de pays amis ou de partenaires internationaux.

C'est ainsi que le HCP a élaboré, dès 2005, un modèle quasi-comptable basé sur les tableaux de synthèse de la comptabilité nationale (tableau ressources emplois et tableau économique intégré). Depuis lors, il a confectionné d'autres modèles s'appuyant sur des formalisations plus complexes. Il s'agit notamment d'un modèle macro-économétrique et de modèles d'équilibre général calculable intégrant des modules sur les inégalités et le développement humain.

Tous ces outils nous permettent alors de faire des prévisions et d'évaluer l'impact à court et moyen termes des choix des politiques économiques et de certains changements de l'environnement international sur l'économie nationale, en particulier sur la croissance économique, la demande interne et externe, les équilibres macroéconomiques, les prix et l'emploi.

Ces outils nous permettent également d'appréhender les liaisons entre la sphère macroéconomique dans toutes ses composantes et la sphère microéconomique au niveau aussi bien des entreprises que des différentes catégories de ménages. Le dernier né de ces outils est le modèle d'équilibre général calculable dynamique, qui permet d'évaluer sur plusieurs années, les effets des politiques publiques sur la croissance, les équilibres macroéconomiques et les catégories sociales. C'est à partir de ce modèle que nous venons de conclure une étude exhaustive des perspectives de l'économie nationale entre 2010 et 2015. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette étude.

Si j'ai tenu à m'étendre sur ce processus itératif d'analyse, de prévision et de modélisation en vigueur au HCP, c'est pour rendre solennellement hommage à nos cadres, à leurs compétences et à leur acharnement au travail. Sans en oublier aucun, cet hommage est, en particulier, adressé à toute l'équipe de la Direction de la Prévision et de la Prospective qui s'est attelée à élaborer ces modèles pendant plus de trois années.

Aujourd'hui je me limiterai au cours de cette conférence à présenter le contexte et les estimations des indicateurs relatifs à la situation économique dans notre pays en 2010 ainsi que leurs perspectives en 2011. Nous serons, ainsi, amenés à évoquer le contexte de la crise économique mondiale en rapport avec l'évolution de notre économie et les problématiques qu'elle soulève.

Un contexte international incertain

Je ne m'arrêterai pas longtemps sur l'origine de la crise que le monde connaît, depuis 2007, et dont je rappelle que nous étions les premiers à préciser et à mesurer son impact prévisible sur notre pays. Tout le monde connaît la gravité de cette crise financière atypique qui a failli aboutir à un effondrement du système économique international. Tout le monde connaît, également, ses déterminants qui trouvent leurs origines dans la déconnexion d'une sphère financière internationale surdimensionnée par rapport à des économies réelles dont la mondialisation a accentué les inégalités sans apporter de réponses durables aux défis mondiaux aussi importants que la pauvreté, la dégradation de l'environnement et la sécurité globale. L'endettement facile a permis à des pays de vivre au dessus de leurs capacités réelles de création de richesses et à des catégories sociales d'accéder à des modèles de consommation incompatibles avec leur niveau de revenu.

On sait que pour faire face à cette crise la gouvernance internationale, prise de court, s'était d'abord attelée à rétablir la solvabilité du système bancaire et à prévenir les effets économiques de ses défaillances, si non de ses turpitudes au prix d'un accroissement de l'endettement des Etats aggravé par des politiques de soutien à la relance économique.

Au Maroc, le système financier n'a certes pas pâti de la crise financière pour les raisons connues, la rigueur du cadre réglementaire de l'activité bancaire et son strict respect des règles prudentielles sur lesquelles veille avec vigilance Bank Al Maghrib, d'une part et par sa faible exposition sur les marchés extérieurs d'autre part.

La sphère réelle de l'économie nationale a subi par contre l'impact de cette crise, comme nous l'avions annoncé dès le dernier trimestre 2007, dans notre note de conjoncture et dans le budget économique prévisionnel de 2009. Cet impact, comme vous le savez, a été plus ou moins ressenti par les différents secteurs selon les canaux de transmission de ses effets, les échanges commerciaux, l'activité touristique, les transferts des MRE, les flux de capitaux et les IDE notamment.

Pour y faire face, le Maroc a continué à s'inscrire dans la politique économique expansive qui était la sienne et qui, avec les bonnes conditions climatiques des dernières années, a permis de préserver le revenu des ménages et d'atténuer les répercussions de la crise sur les activités non agricoles.

Si, il est vrai, que l'économie nationale a, effectivement, montré une certaine résilience aux effets de cette crise, elle n'en a pas pour autant manqué de subir progressivement son impact au cours des deux années 2008 et 2009. La valeur ajoutée du secteur non agricole a vu sa croissance se réduire, passant de 6,2% en 2007 à 3,9% en 2008 et à 0,8% en 2009. Le Maroc aurait perdu, ainsi, selon une étude réalisée par nos services sur la base du modèle macro-économétrique, près d'un point de croissance du PIB en 2008 et d'environ deux points et demi en 2009.

La politique des pouvoirs publics pour 2010 a été élaborée dans ce contexte international et national marqué plutôt par un certain optimisme sur la capacité des mesures prises par les pays développés de juguler les effets de la crise financière et de relancer la machine économique. Elle s'est ainsi inscrite dans une dynamique expansive continuant à faire tirer la croissance par l'investissement et la consommation des ménages. La dégradation que devait connaître la situation économique internationale, sous l'effet d'un endettement excessif des pays occidentaux et, en particulier, les Etats Unis et l'Europe et la quasi-insolvabilité réelle ou potentielle de plusieurs pays de cette dernière région a amené ces derniers à placer 2010 sous le signe de restrictions budgétaires draconiennes susceptibles de retarder la reprise de la croissance économique dans ces pays et de réduire leur demande en biens et services extérieurs. Ces mesures, loin de créer les conditions d'un rétablissement rapide de l'économie mondiale et de calmer les marchés financiers, elles semblent avoir accentué la méfiance de ces derniers vis-à-vis des risques souverains et de pénaliser le financement des économies réelles.

Aujourd'hui, l'environnement international semble devoir connaître une convalescence difficile. Le groupe du G20, lors de ses dernières réunions, n'a pas été en mesure d'apporter les solutions attendues. Les gouvernements continuent à diverger sur la manière de faire face à la crise. Alors que l'Europe s'engage dans une politique de rigueur et de restrictions budgétaires, les États Unis d'Amérique, le Canada et le Japon privilégient la relance de leurs économies. Le retour à des bulles financières resterait, dès lors, une menace que plusieurs experts prennent au sérieux. La gouvernance internationale n'a pas encore donné les signes d'une efficacité en matière de prévention de nouvelles perturbations financières et d'une aggravation de la crise économique internationale, et ce, malgré le dynamisme attendu des économies émergentes.

C'est dans ces conditions que, tenant compte des mesures de relance de la consommation prévues par les lois des finances 2009 et 2010 par le biais notamment d'un réajustement de l'impôt sur le revenu et d'une valorisation des salaires d'une catégorie des fonctionnaires, nous avons réalisé une étude de simulation pour évaluer l'impact de ces mesures sur l'économie nationale et le niveau de vie des citoyens. Ces mesures ont, certes, amélioré la croissance économique et le niveau de vie des populations et notamment des moins favorisés. Elles se sont, toutefois, accompagnées d'une détérioration des équilibres macroéconomiques.

Le gain en termes de croissance économique aurait été, en effet, de 0,8% en 2009 et 1,2% en 2010. Ce dynamisme économique aurait permis des créations d'emploi additionnelles de près de 26 mille en 2009 et de 50 mille en 2010. Cependant, le solde commercial extérieur se serait détérioré de près de 0,8% du PIB en 2009 et de 1,5% en 2010 et le solde budgétaire global d'environ 1% du PIB et 1,5% respectivement. Ces résultats devraient amener à privilégier des évaluations préalables des mesures économiques et sociales pour tenir compte du niveau de leur compatibilité avec les contextes réels et prévisibles où elles devraient s'insérer compte tenu des contraintes nationales et internationales.

Estimations de la croissance économique pour 2010

Sans préjuger de l'évolution de la crise internationale dont il est difficile de prévoir le développement et les différents dommages collatéraux, notamment sur les pays en développement, les estimations des agrégats macroéconomiques retraçant l'évolution de l'économie nationale en 2010 sont établies sur la base des données issues du suivi conjoncturel, notamment les comptes nationaux du premier trimestre de cette année. Ces comptes confirment, malgré tout, la reprise de l'activité économique nationale marquée par une augmentation du PIB hors agriculture de 5,4% au lieu d'une baisse de 1,5% le même trimestre de l'année 2009. La valeur ajoutée agricole, quant à

elle, aurait connu une baisse de 8,6% au lieu d'une hausse de 30,7%, respectivement.

Globalement, les estimations de la croissance économique nationale, pour l'ensemble de l'année 2010, devraient confirmer la reprise des activités non agricoles observées au début de cette année. Le Produit Intérieur Brut non-agricole s'accroîtrait de 5,9% en 2010 au lieu de 1,3% en 2009, suite essentiellement à la reprise des activités du secteur secondaire (notamment les mines, les industries de transformation et le bâtiment et travaux publics) de 5,6% après la baisse accentuée de 4,7% enregistrée en 2009. Les activités tertiaires, quant à elles, devraient consolider leurs performances et s'accroîtraient à un rythme de 6% au lieu de 4% enregistré en 2009.

Le secteur primaire, qui a enregistré une bonne campagne agricole durant l'année 2009, a été affecté par les effets des conditions climatiques moins favorables et des inondations qui ont réduit la production de certaines cultures. De ce fait, la campagne agricole 2009/2010 aurait dégagé une production céréalière de 80 millions de quintaux, en baisse de 20% par rapport à 2009. Cependant, la progression soutenue de l'activité de l'élevage et de la pêche maritime en 2010 devrait permettre d'atténuer, en partie, la baisse de la production des céréales et des cultures maraîchères. Au total, la valeur ajoutée du secteur primaire baisserait de 7,5% en 2010 après une hausse de 29% en 2009.

Dans ces conditions, la croissance économique nationale atteindrait environ 4% au lieu de 4,9% en 2009 et 5,6% en 2008. Cette croissance aurait bénéficié de la consolidation de la demande intérieure, notamment la consommation des ménages qui s'est améliorée de 5,2% en volume. Ce dynamisme de la demande intérieure continuerait, cependant, d'alimenter les importations en biens et services qui devraient progresser de 8,6% en 2010, avec un rythme supérieur à celui des exportations qui serait de l'ordre de 7%. Le déficit courant de la balance des paiements atteindrait, dès lors, 5,6% du PIB en 2010 au lieu de 5% par an en 2008-2009 et d'un excédent d'environ 2,6% par an entre 2000 et 2007.

Perspectives de l'économie nationale en 2011

C'est dans un contexte international pour le moins incertain que se présentent, comme nous l'avons évoqué, les perspectives économiques nationales pour 2011. Cependant, ces perspectives se basent sur le pari d'une reprise progressive de la croissance, sous l'effet de la normalisation des conditions du crédit et du retour des investissements directs étrangers (IDE) vers les marchés émergents et en développement. Toutefois, la zone Euro, resterait marquée par une lenteur dans sa reprise économique, suite aux difficultés financières et d'endettement excessif que connaissent certains pays

de la zone, qui auraient affecté, par ailleurs, la valeur de la monnaie européenne sur le marché de change international.

Dans ce contexte, la croissance de l'économie mondiale retenue se situerait à environ 4,3% en 2010 et 2011 au lieu d'une baisse de 0,6% en 2009. Le commerce international connaîtrait une hausse de 6,2% en 2011 au lieu de 7% en 2010 et d'une régression d'environ 11% en 2009. La demande mondiale adressée au Maroc, évaluée selon la structure géographique des échanges extérieurs, connaîtrait une hausse de 6,2% en 2010 et 5,8% en 2011 au lieu d'une forte baisse de 10% observée en 2009. Le prix moyen du pétrole brut atteindrait, de son côté, 80 dollars/baril en 2010 et 83 dollars en 2011. De même, les prix des matières premières non énergétiques devraient connaître une hausse de 13,9% en 2010 avant de se stabiliser en 2011. Par ailleurs, la parité euro-dollar serait en baisse, passant de 1,37 en 2009 à 1,28 en 2010 et 2011, sous l'effet des difficultés budgétaires des pays de la zone Euro.

Par ailleurs, et sur la base de l'hypothèse de reconduction de la politique budgétaire en vigueur en 2010, en matière de fiscalité, de dépenses d'investissement et de fonctionnement, en particulier, les dépenses de soutien des prix à la consommation ainsi qu'une production céréalière moyenne de 70 millions de quintaux, la croissance économique nationale en 2011 serait de 4,3%. Le PIB non agricole s'accroîtrait de 5,4%, attribuable à une croissance de 5,7% du secteur secondaire et de 5,3% pour le secteur tertiaire. Quant au secteur primaire, il accuserait une légère baisse de sa valeur ajoutée de l'ordre de 2,7%.

Au plan des composantes du PIB, la demande intérieure continuerait de soutenir la croissance, avec une contribution de 5,7 points au lieu de 5,3 points en 2010. Ceci serait dû, notamment, au dynamisme de l'investissement brut et de la consommation finale des ménages. La contribution des exportations nettes continuerait, dans ce cas, d'être négative. Elle aurait, malgré tout, tendance à fléchir, passant de -2,9 points en 2008 à -1,9 points en 2009 et à -1,4 points en 2010 et 2011.

Au plan de financement de l'économie, malgré l'amélioration des revenus nets en provenance du reste du monde, passant de 6,7% du PIB en 2010 à 7,6% en 2011, le taux d'épargne nationale ne connaîtrait qu'une légère hausse en s'établissant à 31,7% du PIB en 2011. Ce niveau d'épargne serait insuffisant pour couvrir les perspectives retenues en matière d'investissement. Le taux d'investissement atteindrait 38% du PIB et par conséquent, le compte épargne-investissement dégagerait un déficit de l'ordre de 6,3% du PIB en 2011. De ce fait, les besoins de financement continueraient leur tendance à l'accentuation, entamée depuis quelques années.

Au terme de ces perspectives économiques exploratoires établies pour l'année 2011, il convient de noter que :

La reprise de la demande mondiale adressée au Maroc risque d'être atténuée par les difficultés d'endettement caractérisant certains pays de la zone euro, et par conséquent, l'évolution favorable des exportations des biens et services pourrait être limitée. Ceci serait de nature à réduire les capacités financières du Maroc pour couvrir ses besoins en importations, de plus en plus rigides à la baisse.

La hausse des importations de biens et services, suite au dynamisme de l'investissement brut et de la consommation des ménages, et du renchérissement des prix des matières premières entraîne depuis quelques années une augmentation structurelle du déficit de la balance courante extérieure. Sans un afflux de capitaux, notamment sous formes d'investissements directs étrangers, le solde global des finances extérieures serait négatif, ce qui signifierait un épuisement des stocks de réserves pour financer les importations et le paiement des revenus des investissements au profit du reste du monde. La question de la solvabilité de la balance de paiements à moyen terme se pose aujourd'hui avec acuité.

Le taux d'investissement se situe depuis quelques années à des niveaux très élevé, de l'ordre de 37% en moyenne annuelle depuis 2009. En fait, cet indicateur, intègre en plus de la FBCF, la variation des stocks. Cette composante de la demande finale a pris de l'ampleur depuis 2008, en passant d'une moyenne annuelle de près de 8 milliards de DH entre 2001 et 2007 à une moyenne de 37 milliards entre 2008 et 2011, soit 1,5% du PIB et près de 5% respectivement. Certes, la crise économique internationale s'est traduite par des augmentations de stocks dans la plupart des pays, mais ceci impose de mettre en place une capacité de gestion des processus aussi bien de production que de commercialisation au niveau des activités nationales pour maximiser le rendement des investissements réalisés et assurer une plus grande efficacité de la gestion des ressources financières disponibles.

Quelles perspectives à moyen terme

Pour appréhender les tendances d'évolution des déséquilibres macroéconomiques, nous avons établi des perspectives à l'horizon 2015 sur la base du modèle d'équilibre général calculable dynamique. Cette étude sera, en raison de son importance, soumise aux débats au début du mois de septembre. Globalement, la croissance économique, continuant à s'améliorer ainsi que son contenu en emploi. Elle continuerait à être tirée, principalement, par l'investissement et la consommation finale. Les équilibres macroéconomiques devraient continuer à connaître une détérioration et à

accroître les besoins de financement dont nous avons évalué les conséquences en termes d'endettement direct total et en emprunts extérieurs et IDE.

En conclusion, nous rappelons que le Maroc a connu depuis le début du troisième millénaire des investissements d'envergure qui préparent la compétitivité future de notre économie et l'amélioration des conditions de vie de sa population. Focalisée autour des deux objectifs de croissance économique et de développement humain, la politique menée par notre pays, sous la conduite éclairée et la vision prospective de son Roi, lui a permis d'engranger des acquis et de s'orienter vers la promotion des secteurs qui sont appelés à constituer dans l'avenir les nouvelles sources de compétitivité, de croissance et d'exportation. Nous pensons que le Maroc a, dès lors, l'obligation ardente de consolider ses acquis et de continuer à s'inscrire dans les impératifs de l'avenir. L'attractivité économique qu'il a acquise, au cours de ces dix dernières années et le rayonnement politique dont il jouit sur la scène mondiale, grâce à l'action constante et au prestige international de son Souverain, sont autant d'atouts qu'il doit valoriser en opérant les arbitrages les plus judicieux face aux exigences de son développement et aux contraintes des situations internationales actuelles et à venir.

Une mobilisation collective trouverait, à cet égard, dans le cadre de la planification stratégique et du pacte social dont Sa Majesté Le Roi a confié la charge au Conseil Economique et Social, la plateforme adéquate pour assurer, dans le futur, le maximum de cohérence et de convergence des programmes économiques et sociaux et des politiques publics ainsi que l'efficacité optimale d'une gestion pluriannuelle des finances publiques.